

#Tourd'ivoire

Paul De Grauwe Professeur à la London School of Economics

Politique budgétaire et structurelle : les chimères idéologiques

Tout cela semble être évident. Les partis de droite sont pour les réformes structurelles et l'assainissement du budget de l'Etat. Les partis de gauche sont pour le maintien du pouvoir d'achat et ne se soucient pas trop de l'assainissement budgétaire.

Mais est-ce si évident ? Quelle est la relation entre réforme structurelle et assainissement budgétaire d'une part et choix idéologique d'autre part ? Prenons l'assainissement budgétaire. Est-ce faire preuve d'un choix idéologique de droite que d'insister sur la nécessité d'assainir le budget de l'Etat ? Je ne pense pas. L'orthodoxie budgétaire peut se défendre par la droite et la gauche. Le budget de l'Etat ne constitue que le cadre dans lequel les choix idéologiques se font. Le résultat net de ces choix sur le budget (un déficit budgétaire par exemple) n'est ni de gauche ni de droite.

Certains diront même qu'un déficit budgétaire est plutôt l'expression d'un choix idéologique de droite. Pourquoi ?

Un déficit budgétaire implique que l'Etat émet une dette supplémentaire. Ceci a comme effet que dans l'avenir, les instances publiques devront taxer la population pour payer l'intérêt de cette dette supplémentaire. Ces impôts seront donc transférés aux détenteurs de la dette. Une bonne part de ces derniers sont des rentiers. Donc l'effet de l'augmentation de la dette aujourd'hui est de forcer des gouvernements futurs à organiser une redistribution en faveur des

rentiers. Pas vraiment un choix idéologique de gauche.

Les recherches que j'ai faites dans le passé indiquent qu'en général, un gouvernement de droite montre une plus grande propension à accumuler des déficits budgétaires qu'un gouvernement de gauche. Cela semblerait confirmer l'idée qu'un déficit budgétaire reflète plutôt un choix idéologique de droite que de gauche.

Bombe à retardement

Ce n'est pas si simple. Il se peut aussi qu'il y ait un calcul plutôt machiavélique. Selon ce calcul, un gouvernement de droite a tout intérêt à produire des déficits budgétaires afin de forcer les gouvernements de gauche futurs à organiser une redistribution des revenus en faveur des rentiers. Une bombe à retardement placée au milieu des futures coalitions de gauche. En effet, en augmentant la dette aujourd'hui, un gouvernement de droite diminue la capacité des futurs gouvernements de gauche d'appliquer leurs choix idéologiques.

Dans cette perspective, une coalition de gauche a plutôt intérêt à réduire les déficits budgétaires le plus vite possible. C'était le cas dans le passé. Ce sera sans doute le cas dans l'avenir. Malgré les discours politiques qui nous font penser l'inverse.

Il y a des surprises avec la politique budgétaire ; il y en a aussi en ce qui

concerne la politique structurelle. Les partis de droite se veulent en faveur d'un allègement des contributions patronales à la sécurité sociale. Cela devrait diminuer les coûts salariaux et promouvoir l'emploi. La gauche en a peur. N'est-ce pas une mesure qui bénéficiera surtout aux patrons au détriment des travailleurs ? Ce n'est pas le cas du tout. Une telle mesure a un double effet. En diminuant les coûts salariaux, elle entraînera aussi une hausse de l'emploi. N'est-ce pas un des objectifs les plus sacro-saints de la gauche ? En plus, une hausse de la demande de travailleurs a aussi comme effet de hausser les salaires nets de ces derniers. Il y a donc un double dividende : plus d'emploi et des salaires nets plus élevés. De quoi faire rêver la gauche.

Ce qui me frappe dans tout cela, c'est le décalage entre le discours idéologique et la réalité. Il y a une gauche qui prétend défendre les intérêts des travailleurs mais qui refuse d'employer les instruments qui haussent le bien-être des travailleurs, par peur de promouvoir en même temps les intérêts des entreprises. Il y a une droite qui prétend défendre l'orthodoxie budgétaire mais qui en fait n'a que peu d'intérêt à mettre cette orthodoxie en pratique.

Il serait bien plus facile de former une coalition gouvernementale si les négociateurs admettaient qu'une grande partie de leurs différences idéologiques sont basées sur des mythes. ■